

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1016^e
SÉANCE

Mercredi 15 décembre 1965,
à 10 h 45



NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 46 de l'ordre du jour:

Accroissement démographique et développement économique: rapports du Conseil économique et social (suite)..... 381

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Accroissement démographique et développement économique: rapports du Conseil économique et social (suite*) [A/5803, A/6003, A/6101, A/6104 et Corr.1; E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3; A/C.2/L.835/Rev.1, L.842, L.843]

1. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que sa délégation n'envisage pas l'accroissement démographique en termes absolus, mais par rapport aux ressources productives disponibles. On doit négliger les ressources potentielles, car de nombreux pays qui ont d'importantes ressources potentielles et une faible population ont cependant un revenu par habitant plus élevé. D'autres facteurs importants doivent entrer en jeu si l'on veut atteindre un taux de croissance de ce revenu qui soit acceptable. La population mexicaine augmente au taux annuel de 3,4 p. 100, qui est l'un des plus élevés du monde. Le produit national brut doit donc augmenter au taux annuel de 6 p. 100 pour que soit atteinte une croissance de 2,5 p. 100 du revenu par habitant, chiffre minimum fixé par la charte de Punta del Este. En fait, au cours des 15 dernières années, l'accroissement annuel moyen du produit national brut a légèrement dépassé 6 p. 100. Sans vouloir porter jugement sur la politique démographique d'autres pays, la délégation mexicaine estime qu'un accroissement démographique excessif est dû à l'ignorance et à la pauvreté, que le développement économique tend à éliminer. Le problème est important et mérite une attention particulière de la part des Nations Unies. Des services de consultation et de formation dans le domaine démographique doivent être mis à la disposition des gouvernements, s'ils en font la demande, en vue d'établir des programmes d'action.

2. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) dit que, bien qu'on soit loin d'avoir rassemblé tous les renseignements, les caractères généraux de l'explosion démographique mondiale sont bien connus. Le problème est énorme et gros de conséquences désastreuses. Dans les pays en voie de développement,

l'accroissement démographique annuel moyen dépasse légèrement 2,5 p. 100 et a, dans certains cas, atteint 3 p. 100, alors que, pour l'ensemble du monde, on n'a pas réussi à accroître d'une manière sensible la production alimentaire par habitant et que, selon certaines statistiques, cette production a même diminué pour les pays en voie de développement. La menace de famine est donc très réelle dans certains pays.

3. Cependant, la famine n'est pas la seule ni même la principale raison d'inquiétude. Le problème consiste à dégager une épargne suffisante afin d'assurer la formation de capital nécessaire, une fois satisfaits les besoins de consommation courante d'une population en expansion, pour assurer une progression raisonnable de la modernisation et l'élévation du niveau de vie fondée sur une croissance économique soutenue. De nombreux pays en voie de développement n'ont pas atteint l'objectif du taux de croissance annuel de 5 p. 100. Dans d'autres, l'accroissement démographique en a réduit l'effet sur les individus.

4. Bien que cette situation soit extrêmement critique dans les pays en voie de développement, elle n'apparaît pas seulement dans ces pays. Aux Etats-Unis, qui ont un taux d'accroissement démographique d'environ 1,5 p. 100 par an, la population actuelle de 190 millions d'habitants doit passer à 300 millions d'ici la fin du siècle. Un récent rapport de la National Academy of Sciences a révélé que ce taux de croissance relativement modéré posait un grand nombre de problèmes, en particulier parmi les personnes pauvres et sans instruction. Ces problèmes sont aggravés par le fait que l'accroissement démographique est plus rapide dans les classes économiques les moins favorisées; les parents y ont presque deux fois plus d'enfants que ceux des classes les plus aisées. Le taux de natalité élevé des familles pauvres non seulement contribue à leur pauvreté, mais tend à perpétuer leur infériorité relative sur les plans économique et culturel. Cependant, les problèmes des Etats-Unis, bien que très importants, sont minimes en comparaison de ceux d'un pays ayant, par exemple, un taux de natalité de 3 p. 100 et un revenu par habitant de 100 dollars.

5. Néanmoins, l'objectif de la société devrait être non seulement d'aboutir à un niveau de vie général plus élevé, quel que soit le chiffre total de la population mondiale, mais aussi à la satisfaction des besoins humains fondamentaux dans les domaines politique, culturel et spirituel. La politique du Gouvernement américain s'est orientée dans cette voie. En premier lieu, elle se préoccupe des conséquences économiques et sociales de sa propre évolution démographique, à laquelle elle prête une attention particulière. En deuxième lieu, elle cherche à se procurer

*Reprise des débats de la 1014^{ème} séance.

de plus amples renseignements sur l'évolution et la situation démographiques des pays en voie de développement, non seulement afin d'orienter sa propre politique, mais aussi pour aider les autres pays à améliorer leurs connaissances. Cela est particulièrement important dans les pays dont le niveau et le taux d'accroissement démographiques actuels sont des obstacles majeurs à leur développement. En troisième lieu, la politique américaine s'oppose à toute tentative de dicter à un pays des moyens ou des mesures tendant à résoudre ses problèmes démographiques. En quatrième lieu, bien que ne préconisant aucune politique particulière à l'usage des autres pays, les Etats-Unis les aideront activement, s'ils en font la demande, à résoudre leurs problèmes. L'Agency for International Development des Etats-Unis (AID) étend maintenant son assistance au-delà du domaine statistique, démographique et de la santé publique. Une directive récente a précisé que chaque mission de l'AID devait charger un de ses agents de se familiariser avec la situation démographique et les programmes d'action du pays auquel il était affecté. L'AID ne prône aucune méthode particulière de régulation des naissances. Les demandes d'assistance dans ce domaine ne sont examinées que si elles sont présentées ou approuvées par les autorités compétentes du gouvernement demandeur. L'AID examinera les demandes d'assistance technique, matérielle et en monnaie locale tendant à soutenir les programmes de planification de la famille, mais non les demandes d'accessoires contraceptifs ni de matériel de fabrication de ces accessoires, car l'expérience a montré que leur coût ne constitue pas normalement un obstacle sérieux. L'AID examine actuellement la première demande d'assistance, qui vient du Gouvernement turc et porte sur un prêt de 3,5 millions de dollars, à faible intérêt, pour l'achat de 14 000 véhicules et de matériel éducatif, destinés à l'exécution du programme de planification de la famille dans les régions rurales. En cinquième lieu, le Gouvernement américain estime qu'il reste encore beaucoup à apprendre dans le domaine démographique. Il est encourageant de noter que le deuxième Congrès mondial de la population, à Belgrade, a montré que les renseignements démographiques disponibles et le nombre d'experts sont en augmentation. En sixième lieu, le Gouvernement des Etats-Unis considère que les organismes des Nations Unies ont un rôle à jouer dans le domaine démographique et que les Etats Membres doivent pouvoir obtenir d'eux l'assistance dont ils ont besoin, lorsqu'ils la demandent.

6. La question a fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la trente-neuvième session du Conseil économique et social, aboutissant à l'adoption par le Conseil de la résolution 1084 (XXXIX), ainsi qu'au deuxième Congrès mondial de la population. Considérant l'emploi du temps chargé de la Commission, le représentant des Etats-Unis aurait donc préféré un texte qui se contente de prendre acte de la résolution du Conseil et du rapport du Secrétaire général sur le Congrès (A/6101). Néanmoins, il appuiera le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.835/Rev.1).

7. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que la rapidité de l'accroissement

démographique n'est qu'une des causes de la lenteur du développement économique. Le projet de résolution à l'étude est un pas dans la bonne direction, en particulier parce qu'il se réfère aux délibérations du Congrès mondial de la population, dont la principale conclusion a été que les programmes de planification de la famille ne peuvent remplacer le développement économique. Le rapport du Secrétaire général sur le Congrès (A/6101) et les réponses des gouvernements à son enquête sur les problèmes résultant de l'interaction du développement économique et des changements démographiques (E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3) montrent que les problèmes démographiques nationaux et mondiaux ont été insuffisamment étudiés. Le projet de résolution mentionne donc à juste titre la grande diversité de ces problèmes. Néanmoins, les répercussions de l'accroissement démographique sont souvent surestimées. Un pays dont l'économie est rationnellement organisée peut faire vivre tous ses habitants, et les Nations Unies doivent se préoccuper plus du développement économique que de la limitation du taux de natalité. Le représentant de la RSS d'Ukraine émet des réserves quant au paragraphe 4 du dispositif, qu'on peut interpréter comme signifiant que les Nations Unies peuvent fournir une assistance technique en matière de limitation des naissances, alors que ce domaine relève de la compétence exclusive de chaque Etat: considérant les divergences d'opinion au sein de la Commission, l'octroi d'une telle assistance technique serait une erreur. Le représentant de la RSS d'Ukraine est satisfait de constater que le paragraphe 2 du dispositif a été modifié dans le sens de l'amendement proposé par les Pays-Bas (1014ème séance).

8. L'accroissement démographique est déterminé par des facteurs sociaux et économiques et l'expérience a montré qu'un taux de natalité naturel élevé diminue avec l'industrialisation, la migration vers les villes, l'accroissement de la population urbaine et l'augmentation de l'emploi féminin. Les partisans d'un taux de natalité faible ne peuvent expliquer pourquoi, par exemple, le taux peu élevé du Congo sous le régime colonial n'a pas abouti au développement économique. On détourne à tort l'attention sur les facteurs purement biologiques et l'on néglige les considérations économiques et sociales. La solution ne consiste pas à aligner le taux d'accroissement de la population sur le niveau de l'économie, mais à aider l'économie à croître plus vite que le taux de natalité. Bien qu'il ne soit pas entièrement satisfait du texte, le représentant de la RSS d'Ukraine appuiera le projet de résolution.

9. M. POLIT ORTIZ (Equateur) dit que, dans l'optique de la planification économique, le problème démographique se pose inévitablement. Ceux qui voyagent dans les pays en voie de développement ne peuvent manquer de remarquer la grande misère qui y règne, et le projet de résolution ne fait qu'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur une situation bien connue de tous, mais à laquelle peu veulent faire face. La Commission de la population a établi un grand nombre de rapports excellents, sans jamais proposer que les Nations Unies s'engagent dans des programmes de limitation des naissances ou s'opposent à la politique d'un Etat souverain. Le projet de résolution se contente d'indiquer l'interdépendance

étroite de l'accroissement démographique dans les pays en voie de développement et de leurs tentatives d'augmenter leur niveau de vie et leur revenu par habitant. Les planificateurs connaissent bien le problème qui consiste à répartir de maigres ressources financières entre des besoins urgents. La plupart des pays en voie de développement ne peuvent subvenir aux besoins essentiels de leur population en raison de leur taux de natalité élevé. En outre, la migration des régions rurales vers les villes pose toute une série de problèmes, dont celui de la production vivrière, qui est distancée par l'accroissement démographique. Les nombreux besoins à satisfaire en matière de logement, d'eau, d'éducation, de santé publique, etc., pèsent lourdement sur les ressources, ce qui prouve l'interdépendance étroite du taux d'accroissement démographique et du développement économique. Ceci est clairement indiqué dans le rapport de la Commission de la population sur sa treizième session (E/4019). Les Nations Unies doivent donc continuer à étudier les divers aspects de la question démographique, et le représentant de l'Equateur appuie sans réserve le projet de résolution.

10. M. DIAKITE (Mali) déclare que, bien qu'il ne partage pas les vues exprimées dans le projet de résolution, il serait disposé à s'abstenir lors du vote s'il était tenu compte des amendements de l'Irlande (A/C.2/L.842). Il est indispensable que l'assistance technique dans le domaine de la planification familiale soit clairement exclue, ainsi qu'il est proposé au cinquième amendement irlandais. Une action internationale portant sur les problèmes démographiques et l'influence de ceux-ci sur le développement économique demande au préalable une étude exhaustive et l'Organisation des Nations Unies doit éviter de prendre parti. Le projet de résolution souligne l'interdépendance des facteurs démographiques et autres dans le développement économique dans le but d'établir un lien étroit entre le développement des ressources et l'accroissement de la population. Certes, il est vrai que la production, la consommation et l'effectif de la population sont étroitement liés, mais proposer d'assurer la régulation de la consommation par la limitation du nombre des consommateurs, en se fondant sur l'hypothèse que la consommation augmenterait alors moins rapidement que la production et que les pays pourraient ainsi devenir plus facilement excédentaires, serait faire preuve d'une très grande subjectivité.

11. Il s'agit en fait d'un problème de structure. Production, accroissement démographique et consommation doivent être combinés de telle sorte que ce soit la production qui s'adapte aux besoins de la population et non la population qui se modèle en fonction des ressources existantes. Si leur population était limitée, les pays sous-développés seraient privés du moyen de nourrir leurs habitants. En effet, manquant de capitaux, seule leur population active leur permet d'augmenter leur production. Un pays qui aurait des capitaux suffisants pour pouvoir se passer de cette population ne serait pas un pays en voie de développement. La population du Mali n'est que de 4 400 000 habitants pour un vaste territoire, si bien qu'il manque à la fois d'hommes et de capitaux, et ses problèmes ne sont pas couverts par le

projet de résolution. Pour M. Diakite, la solution du problème de l'explosion démographique ne réside ni dans la limitation des naissances ni dans une action sur la reproduction naturelle, mais dans une vaste réforme de la structure économique et sociale.

12. M. ASTROM (Suède) dit que le problème dont la Commission est saisie est semblable à une coulée de lave en fusion sur le point d'engloutir un village de montagne. Ce serait une folie que de ne pas prendre de précautions pour éviter une catastrophe. La question fondamentale est de savoir si la Commission peut admettre que, dans certaines circonstances, des mesures actives doivent être prises afin de stabiliser la population d'un pays. Les adversaires de la limitation des naissances soutiennent que la capacité mondiale de production alimentaire est pratiquement illimitée, et que l'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer avant tout d'élever le niveau de vie des populations du monde afin que les taux de natalité décroissent automatiquement. La délégation suédoise admet parfaitement ce point de vue, mais un tel processus pourrait prendre 70 ou 80 ans. Le problème requiert des solutions plus rapides et doit être affronté immédiatement.

13. Ainsi qu'on l'a souligné, on s'attend que la population mondiale s'accroisse de 3 à 4 milliards d'habitants au cours des 35 prochaines années. Les pays en voie de développement, où la sous-alimentation est communément répandue entreront pour les trois quarts dans cette augmentation. Par conséquent, ils devraient consacrer la presque totalité de leur capacité de production uniquement à nourrir une population en expansion accélérée. Il est naturel dans ces conditions que de nombreux pays désirent freiner leur taux d'accroissement démographique.

14. On a dit que l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas prendre de mesures dans un domaine qui prête tant à controverse. Cette opinion n'est ni réaliste ni défendable. Avec l'accroissement des connaissances, il devient de plus en plus évident que les problèmes démographiques ont des incidences économiques, sociales, culturelles et politiques. L'ONU doit par conséquent donner la priorité à ces questions. Elle doit servir de tribune permettant l'échange d'expériences et jouer un rôle actif dans la recherche d'une compréhension plus approfondie du problème.

15. La délégation suédoise accueille avec satisfaction le programme à long terme qui a été adopté par la Commission de la population à sa treizième session, et notamment son projet de faire des recherches sur des sujets qui sont à l'heure actuelle insuffisamment connus. Elle se félicite également de la décision prise par l'Organisation mondiale de la santé d'étudier les aspects médicaux de la stérilité et des méthodes de contrôle de la fécondité, ainsi que les aspects sanitaires de l'évolution démographique. Cependant, il ne suffit pas d'entreprendre des études. Il faut les expérimenter dans la pratique. L'ONU doit développer ses services consultatifs dans le domaine démographique et fournir une assistance technique en matière de planification de la famille à tout gouvernement qui en fait la demande. Il est évident, ainsi que M. de Seynes l'a déjà souligné devant la Commission (955ème séance), que l'ONU

ne peut pas influencer les décisions des gouvernements, mais une fois qu'une décision a été prise l'Organisation doit alors agir. Les gouvernements ont parfaitement le droit de formuler leurs propres politiques en dehors de toute pression extérieure, mais, lorsqu'ils décident de solliciter l'assistance de l'ONU, leurs demandes doivent être prises en considération.

16. L'argument selon lequel les ressources fournies conjointement par les Etats Membres ne doivent pas être utilisées dans un tel but n'est pas valable. Il existe de nombreuses activités de l'Organisation des Nations Unies qui sont financées à l'aide de fonds communs et qui pourtant font l'objet de divergences de vues. L'ONU ne devrait pas être empêchée de faire ce que de nombreux Etats Membres considèrent comme important, urgent et entièrement du domaine de sa compétence, simplement parce que certains Etats trouvent cette action contre-indiquée. M. Aström demande instamment aux pays qui n'ont pas de problème démographique à résoudre de permettre à l'Organisation d'aider ceux qui souffrent de ce problème de façon aiguë.

17. M. BEJARANO (Argentine) déclare que le projet de résolution est pour sa délégation un motif sérieux de préoccupation. Il est regrettable qu'une question qui revêt une importance aussi capitale, étant donné qu'elle concerne l'évolution de la race humaine tout entière, n'ait été abordée qu'au cours de quelques séances à la fin de la session de l'Assemblée générale. L'Argentine a une attitude positive à l'égard du problème de l'accroissement démographique, car elle a besoin de plus d'habitants pour peupler ses vastes espaces. Chaque pays doit décider lui-même de sa politique en matière démographique, sans ingérence de la part de l'Organisation des Nations Unies. Ainsi que sa Sainteté le pape Paul VI l'a souligné (1347^{ème} séance plénière), la tâche est de faire en sorte que le pain soit suffisamment abondant à la table de l'humanité, et non de diminuer le nombre des convives au banquet de la vie. L'Argentine partage cette opinion et n'acceptera aucune proposition tendant à ce que l'ONU joue un rôle actif dans la propagation des méthodes de limitation de la population.

18. M. M'BAYE (Guinée) dit que le problème de l'accroissement démographique a des incidences politiques et économiques. Il existe un lien fondamental entre l'accroissement démographique et le choix fait individuellement par les pays entre diverses politiques économiques, et certains pays ont pu résoudre le problème sans recourir à l'utilisation de méthodes artificielles de limitation de la population. La délégation guinéenne pourra voter pour le projet de résolution, mais tient à souligner que la solution véritable doit être trouvée sur le plan national.

19. M. WILMOT (Ghana) déclare que, bien que son pays soit plutôt insuffisamment peuplé que trop peuplé, il s'est néanmoins associé aux auteurs du projet de résolution dans un esprit de solidarité avec ceux des pays en voie de développement qui doivent faire face à des difficultés résultant d'un accroissement démographique trop rapide. Le projet de résolution est parfaitement anodin et ne prête pas à controverse. Il n'impose rien à personne. Comme le représentant

du Royaume-Uni l'a souligné, il n'est pas question de prendre une nouvelle décision; ce qui est nécessaire, c'est plus de ressources pour pouvoir appliquer les décisions qui ont déjà été adoptées.

20. M. Wilmot s'associe à l'appel qui a été adressé aux pays qui ne connaissent pas de problème démographique pour qu'ils n'entravent pas les efforts des pays surpeuplés qui cherchent à obtenir une assistance de l'Organisation des Nations Unies. Il espère que la délégation irlandaise n'insistera pas sur son cinquième amendement (A/C.2/L.842), car il aurait pour effet de refuser aux Etats Membres l'exercice de leur droit légitime à obtenir une assistance de l'ONU dans un domaine qui revêt pour eux une importance vitale. M. Wilmot saurait gré au représentant de la France de ne pas insister sur ses troisième et quatrième amendements (A/C.2/L.843) et espère que le projet de résolution sous sa forme révisée sera adopté à l'unanimité.

21. Mme MISKE (Mauritanie) dit que, en tant que femme et mère, elle souhaite répondre aux représentants qui se sont déclarés hostiles au projet de résolution pour des raisons religieuses et morales. Les débats n'ont pas fait suffisamment ressortir que la responsabilité de la mise au monde et de l'éducation des enfants incombe essentiellement à la femme. Afin d'exercer cette responsabilité comme il convient, la femme, en consultant son mari, doit avoir le droit de décider du nombre d'enfants qui seront mis au monde et de la mesure dans laquelle il convient d'utiliser des méthodes de limitation des naissances. Dans les pays développés, la femme possède déjà une telle liberté de choix, mais dans les pays en voie de développement elle ne dispose pas des moyens matériels permettant de recourir à la limitation des naissances et est par conséquent condamnée à une existence dégradante tout entière vouée à la reproduction. On a calculé que, dans une société polygame, une femme peut se trouver enceinte 15 fois dans sa vie, alors que ce nombre serait de 30 dans une société monogame. Assurément, les Nations Unies ne peuvent pas condamner les femmes des pays en voie de développement à une telle épreuve et elles doivent leur donner la possibilité de décider librement du nombre d'enfants qu'elles auront. Les femmes doivent également avoir le choix des méthodes de limitation des naissances, compte dûment tenu de considérations médicales, morales et religieuses. Chaque femme doit prendre sa propre décision: les Nations Unies, et notamment l'OMS, doivent fournir aux pays qui en font la demande des experts qui aident les femmes de ces pays à prendre cette décision. Pour cette raison, Mme Miske appuie les amendements français, qui font état des décisions prises par l'OMS. Elle aimerait également connaître l'opinion de la Commission des questions sociales et de la Commission de la condition de la femme en matière de limitation des naissances.

22. M. CUHRUK (Turquie) dit que la population de son pays a doublé depuis 1930 et qu'elle s'accroît au taux annuel de 3 p. 100, l'un des plus élevés du monde. Les conséquences de l'accroissement démographique sur ses plans de développement économique préoccupent sérieusement la Turquie: depuis le début du plan quinquennal, en 1963, elle a adopté une nou-

velle ligne de conduite et encourage maintenant le contrôle des naissances. Le Gouvernement turc s'intéresse beaucoup aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine démographique et est en faveur de leur renforcement. Il est évident que ni l'ONU ni les institutions spécialisées ne doivent imposer leurs vues ou chercher à influencer le choix d'un pays quelconque, mais elles doivent fournir une assistance technique dans le domaine du contrôle des naissances aux pays qui la demandent.

23. La délégation turque appuie le projet de résolution, car il est simple et s'harmonise parfaitement avec la politique générale de l'ONU et des institutions spécialisées dans le domaine démographique; elle aimerait se joindre aux auteurs de ce texte. La Turquie se réjouit de l'aide bilatérale offerte par le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans ce domaine et remercie ce dernier pays de l'accueil favorable qu'il a fait à sa demande d'aide.

24. M. NEAL (Libéria) estime que le débat s'est écarté des conséquences de l'accroissement démographique en passant à des questions telles que la biologie de la reproduction et les problèmes de la fécondité et de la stérilité: la Deuxième Commission doit prendre un peu de recul et ne pas s'enliser dans le détail des méthodes de contrôle des naissances. Le problème du Libéria est plutôt celui de la sous-population, mais il se rend compte qu'un accroissement démographique excessif présente de nombreux inconvénients et appuie, pour cette raison, le projet de résolution révisé.

25. M. EL SHEIBANI (Libye) dit que sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution, non pas parce que l'accroissement démographique est un problème sérieux en Libye, mais parce qu'elle se rend compte qu'un taux d'accroissement démographique élevé est, pour de nombreux pays en voie de développement, un obstacle à la prospérité économique. Un accroissement rapide de la population peut, en effet, réduire à zéro tous les avantages que peuvent procurer le progrès technique, l'aide étrangère et le développement des nouvelles ressources naturelles, notamment lorsque le taux d'accroissement est plus rapide que celui des offres d'emploi. Il ne faut cependant pas négliger le fait que, si, en de meilleures circonstances, l'accroissement démographique résultait d'une augmentation du revenu individuel et de l'amélioration consécutive des conditions d'alimentation, d'éducation et d'hygiène, il pourrait contribuer au bien-être économique et permettre à un plus grand nombre d'enfants d'atteindre l'âge adulte et d'avoir une vie saine et productive.

26. Il est paradoxal que le contrôle des naissances, qui semble être la meilleure solution du problème de la surpopulation, ne puisse être efficace que si l'éducation et le revenu familial sont d'un niveau relativement élevé — conditions qui sont rarement remplies dans les pays qui s'intéressent le plus au développement de programmes de planification familiale. S'il est adopté, le projet de résolution aidera considérablement ces pays et le représentant de la Libye espère que, puisqu'on a tenu compte, dans la version révisée, de bon nombre des amendements proposés, ce projet recevra l'accord unanime de la Commission.

27. M. TELL (Jordanie) dit que sa délégation est profondément sensible au concours précieux que prêtent les Etats-Unis et le Royaume-Uni aux pays qui demandent une aide pour leurs programmes de contrôle des naissances. M. Tell ajoute que, dans son propre milieu culturel et religieux, l'attitude envers la planification familiale est assez proche de celle du représentant de l'Irlande; la délégation jordanienne estime néanmoins que toute demande dans le domaine du développement économique doit être approuvée et que les convictions individuelles ne doivent pas frustrer les espoirs des pays qui souhaitent voir les Nations Unies jouer un rôle plus important dans les questions de planification familiale. De l'avis général, la solution idéale du problème de l'accroissement démographique rapide est d'augmenter les disponibilités alimentaires mondiales, mais on ne peut guère, à en juger par l'évolution actuelle, tabler sur cette solution. Le projet de résolution révisé devrait pouvoir être accepté par toutes les délégations, et M. Tell demande à celles qui rejetaient ce projet pour des raisons morales ou politiques de lui accorder leur appui.

28. M. RAMACHANDRAN (Inde), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, note avec satisfaction le désir exprimé par la délégation turque de devenir coauteur. Le premier et le deuxième des amendements français (A/C.2/L.843) ont été incorporés dans la version modifiée, le premier en tant que sixième alinéa du préambule, le second en tant que paragraphe 3 du dispositif. Le but du troisième amendement français a été atteint dans la mesure où l'alinéa a du paragraphe 5 prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil économique et social sur ses consultations. Les auteurs ont décidé de conserver l'alinéa du projet de résolution visé par le quatrième amendement français, parce qu'ils estiment que le programme de travail recommandé par la Commission de la population à sa treizième session est extrêmement utile et qu'ils souhaitent que l'Assemblée générale recommande aux institutions intéressées d'y donner suite. Le but principal du projet de résolution est de voir l'Assemblée générale s'associer aux vues du Conseil et de la Commission de la population, afin de pouvoir guider des institutions comme l'OMS et le FISE, qui sont en train de redéfinir leurs activités dans le domaine démographique. On a tenu compte au paragraphe 2 du dispositif de l'amendement proposé oralement par le représentant des Pays-Bas.

29. Un certain nombre de représentants ont exprimé leur inquiétude en ce qui concerne un détournement possible des ressources limitées dont disposent les programmes de développement économique et social à la suite de l'intensification des efforts dans le domaine de la limitation de la population. Les auteurs du projet de résolution ne souhaitent nullement substituer les activités dans le domaine de la planification de la famille à ces programmes: ils estiment que les travaux de l'un et l'autre domaine se complètent.

30. Le représentant du Mali a exprimé l'avis qu'il incombait à chaque pays de choisir son attitude à l'égard des problèmes démographiques. Le projet de résolution traduit cette opinion en attirant l'attention, au paragraphe 4 du dispositif, sur le rapport

de la Commission de la population (E/4019) dont le paragraphe 18 réaffirme que les décisions des gouvernements en matière démographique sont souveraines. Le Gouvernement indien a décidé depuis longtemps de faire entrer la planification familiale dans sa politique nationale et M. Ramachandran retrace les efforts vigoureux et coordonnés faits par l'Inde pour réduire la surpopulation par le contrôle des naissances et la stérilisation. Il est vrai, comme l'a déclaré le représentant de l'Italie à une séance précédente, qu'on est loin d'avoir étudié à fond les aspects médicaux et biologiques de l'emploi des contraceptifs. La déclaration de la représentante de la Mauritanie ne laisse cependant aucun doute quant à l'opinion des femmes de certains pays en voie de développement sur la valeur qu'aurait à leurs yeux une méthode qui leur permettrait de déterminer librement la dimension de leur famille. Le principe selon lequel c'est aux parents seuls de décider du nombre d'enfants qu'ils auront doit inspirer l'action future de l'ONU et de ses institutions spécialisées.

31. Les auteurs du projet de résolution ont le plus grand respect pour les considérations morales qui ont motivé les objections de la délégation irlandaise et de certaines autres délégations. Ils demandent toutefois à ces délégations de ne pas chercher à imposer leurs vues aux pays qui souhaitent obtenir une assistance technique pour mettre en œuvre des programmes de planification familiale et de faire preuve de l'esprit de compromis qui a caractérisé les travaux de la Commission au cours de la session. En ce qui concerne les deuxième, troisième et quatrième amendements proposés par la délégation irlandaise (A/C.2/L.842), les références qui sont faites dans le projet de résolution aux résultats du Congrès mondial de la population sont pleinement justifiées par les renseignements que donne le rapport du Secrétaire général (A/6101).

32. M. O HEIDEAIN (Irlande) remercie les délégations qui ont fait connaître leur opposition au principe d'un contrôle artificiel des naissances sous les auspices des gouvernements ou qui ont appuyé la position de sa délégation. Dans un esprit de conciliation, la délégation irlandaise est prête à retirer ses premier, deuxième, troisième et quatrième amendements, à condition, toutefois, que le rapport de la Commission fasse état de la position irlandaise.

33. Comme la résolution WHA18.49 adoptée à l'unanimité par l'Assemblée mondiale de la santé est mentionnée dans le projet de résolution révisé à la suite de l'amendement français (A/C.2/L.843), le texte du projet est devenu plus acceptable pour la délégation irlandaise. Néanmoins, l'objectif du cinquième amendement irlandais, qui est d'assurer que certaines activités démographiques des Nations Unies soient celles qui sont prévues à l'alinéa b du paragraphe 2 de ladite résolution et excluent les

activités opérationnelles dans le domaine de la planification de la famille, n'est pas respecté dans le projet de résolution révisé. S'il n'est pas tenu compte de cet amendement, M. O Heideain sera dans l'obligation de demander un vote sur le projet de résolution (A/C.2/L.835/Rev.1) et sur l'amendement, ainsi qu'un vote séparé sur le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution.

34. Le projet de résolution attire l'attention sur les recommandations du Conseil et de la Commission de la population, organes qui ne représentent ni l'un ni l'autre la totalité des membres de l'Organisation des Nations Unies. En revanche, en adoptant à sa 1197ème séance plénière la résolution 1838 (XVII), l'Assemblée générale, qui est l'organe suprême des Nations Unies, a rejeté les dispositions qui auraient permis à l'ONU de s'occuper directement d'activités relatives au contrôle des naissances. Des questions seraient posées dans la plupart des pays si un service public ou des fonctionnaires déboursaient des deniers de l'Etat pour un programme que le parlement ou le gouvernement auraient refusé de sanctionner. L'opposition de la délégation irlandaise au projet de résolution repose sur une question de vie ou de mort; en effet, sans l'amendement irlandais, le projet de résolution reviendrait à ce que son pays, ainsi que d'autres, approuvent des campagnes d'avortement systématiques ou s'y associent en leur fournissant une partie des moyens financiers nécessaires. Dans le passé, des campagnes de ce genre ont porté sur des chiffres allant de 500 000 à 1 200 000 avortements. L'amendement de la délégation irlandaise, s'il était accepté, autoriserait le Secrétaire général à entreprendre des services consultatifs dans l'ensemble du vaste et utile domaine des études, de la recherche et de la formation démographiques.

35. M. VALLADAO (Brésil) fait observer que certains gouvernements n'ont pas terminé l'étude de la documentation disponible sur le contrôle des naissances et que la Commission n'a disposé que de peu de temps pour s'occuper convenablement de cette question. Il propose donc de remettre à la vingt et unième session la suite de l'examen du point 46 de l'ordre du jour.

36. M. FERNANDINI (Pérou), appuyé par M. RAMACHANDRAN (Inde), suggère de modifier le programme de travail de la Commission pour pouvoir continuer la discussion du point 46 à la séance suivante.

37. Le PRESIDENT dit qu'il ne paraît pas opportun de modifier le programme de travail à ce stade avancé des travaux de la Commission. Il sera cependant peut-être possible de revenir au point 46 si l'on peut achever rapidement l'examen du point 45 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles), à la séance suivante.

La séance est levée à 13 h 20.